

**CONSEIL DE NANTES METROPOLE – COMMUNAUTE URBAINE  
REUNION DU 27 JUIN 2008**

**Intervention : Raymond LANNUZEL – Nantes  
Groupe communiste**

**Point 67 - COMPTES ADMINISTRATIFS - EXERCICE 2007 - BUDGET PRINCIPAL -  
BUDGETS ANNEXES**

Monsieur le Président, cher-e-s collègues,

**En examinant le compte administratif, nous faisons le bilan de l'année 2007. Il me paraît nécessaire de rappeler le contexte politique, économique et social dans lequel celui-ci fut construit avant d'examiner notre action 2007.**

La rigueur à la mode Sarkozy a choisi son camp. Elle engendre des cadeaux fiscaux aux plus riches, d'un côté ; des coupes sombres dans le secteur public et l'austérité accrue pour les salariés, de l'autre. La faiblesse chronique de la croissance résultant à la fois des carences du système productif et d'une insuffisance de la demande à cause notamment de la faiblesse du pouvoir d'achat d'une partie de la population marquent cette période. **Dans ce contexte, les inégalités se creusent.**

**A cela, il faut ajouter, comme les intercommunalités urbaines l'ont constaté lors de leur journée financière des agglomérations, les fortes contraintes financières qui leur sont imposées.** Elles ont clairement mis en évidence *l'extinction tendancielle de leur pouvoir d'achat et leurs pertes de marges de manœuvre financière.*

C'est au regard de cette situation que les élus communistes partagent les actions de Nantes Métropole, la répartition de ses dépenses et l'évolution des grandes politiques publiques, comme celle de l'habitat ou des déplacements urbains malgré le désengagement de l'Etat.

**Ces évolutions permettent à la fois de mieux répondre aux besoins de nos concitoyens - en terme de logements par exemple - et permettant de préparer**

**l'avenir d'une métropole solidaire et active.** Le développement du réseau de transport en commun avec une gamme de services élargie en est l'illustration ; comme le sont aussi les actions en matière d'environnement. Notons d'ailleurs que les dépenses globales des politiques directement affectées au service public communautaire varient de +16,4M€ soit + 3,8%.

**Dans le champ du développement local et de l'insertion par l'économique,** la Mission locale pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et l'association Maison de l'emploi a été fortement soutenu par Nantes Métropole, respectivement +18% et +13%. La réforme du Service Public de l'Emploi et la gestion territorialisée des ressources humaines modifient fortement le contexte dans lequel s'inscrivent leurs actions. La feuille de route issue du Grenelle de l'Insertion renvoie la question des moyens à des arbitrages budgétaires ultérieurs. Il est à craindre que les personnes les plus éloignés de l'emploi restent à la charge des collectivités.

**Enfin, l'ensemble de nos compétences sont assumées en nous appuyant principalement sur trois types de recettes : les recettes fiscales et notamment la Taxe Professionnelle, les dotations de l'Etat et l'emprunt.**

La TPU étant la 1<sup>ère</sup> ressource, le coup de grâce annoncé pour la TP fait dire aux élus communistes : « Attention danger ! » pour nos finances locales. Dans le même temps, l'Etat se désengage de la réponse aux besoins de nos concitoyens - la Dotation Globale de Fonctionnement ne progresse que de +1,03% - poussant Nantes Métropole à s'efforcer d'y répondre dans des conditions de plus en plus difficiles. Les conséquences du grenelle de l'environnement non assumées financièrement par l'Etat risque d'amplifier encore l'implication des communautés urbaines.

Cela renferme, à notre avis, l'exigence d'un débat sur les conditions d'évolution des recettes de notre établissement public pour mener à bien les politiques publiques sur lesquelles nous nous sommes engagées.

Je vous remercie de votre attention.